

L'exploitation du gaz de schiste est indésirable

Un vœu et beaucoup d'idées. Au conseil général, les élus n'entendent pas baisser la garde contre les permis de recherche de gaz de schiste octroyés, l'an dernier, par le ministère de l'Ecologie. Après avoir demandé au préfet une table ronde « *sur ce risque majeur* » et cosigné un communiqué avec plusieurs départements concernés, les conseillers généraux de la majorité et ceux de l'opposition, réunis hier en séance publique, ont adopté un vœu soulignant que l'annonce de la suspension des travaux d'exploration par la ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet, ne suffisait pas à les rassurer.



Ils ont clairement fait savoir qu'ils demandaient « *l'arrêt immédiat de toute recherche et l'abandon des travaux* ». Dans ce vœu, le conseil général rappelle que « *cette exploration pourrait avoir des conséquences économiques et environnementales dramatiques* ».

Pour Édouard Chaulet, « le ministre s'est conduit en domestique »

Si l'opposition, par la voix de Patrick Vacaris, a motivé son soutien par « *le respect du principe de précaution* » et réclamé une note technique, les élus majoritaires sont allés bien plus loin. Le conseiller général de Lasalle, Rémy Menviel, a ainsi estimé que la vigilance ne suffisait pas. « *On se fait balader* », a-t-il lancé, avant de réclamer « *l'annulation du décret autorisant les recherches* ». Pour sa part, le patron du groupe PC, Patrick Malavieille, a révélé que le code minier avait été modifié récemment. « *C'est très rare qu'on y touche* », a-t-il confié. Plus cinglant, son collègue de Barjac, Édouard Chaulet, a lâché : « *Dans cette affaire, le ministre s'est conduit en domestique d'une multinationale* ». Et il a souligné la nécessité « *de faire intervenir des scientifiques* ». Une proposition immédiatement acceptée par le président Damien Alary. De son côté, le vice-président PS, William Dumas, a proposé de lancer une pétition « *à signer dans toutes les mairies gardoises* ».

JEAN-PIERRE SOUCHE